Citations SPINOZA 6

93. XVII, fin 1er paragraphe p 108

"Pour cette cause cet État a pu être appelé une théocratie : parce que les citoyens n'étaient tenus par aucun droit, sinon celui que Dieu avait révélé."

94. Début dernier paragraphe p 108

"Puisque les Hébreux ne transférèrent leur droit à personne d'autre, que tous également, comme dans une démocratie, s'en dessaisirent et crièrent d'une seule voix : "Tout ce que Dieu aura dit" (sans qu'aucun médiateur fût prévu), "nous le ferons", tous en vertu de ce pacte restèrent entièrement égaux..."

95. Haut p 129

"Avec quelle efficacité maintenant toutes ces circonstances jointes : la liberté dont les hommes jouissaient dans l'État à l'égard des hommes ; la dévotion à la patrie ; un droit sans limite contre l'étranger..."

96. XX, dernier paragraphe p 202

"Pour que la fidélité donc et non la complaisance soit jugée digne d'estime, pour que le pouvoir du souverain ne souffre aucune diminution, n'ait aucune concession à faire aux séditeux, il faut nécessairement accorder aux hommes la liberté du jugement et les gouverner de telle sorte que, professant ouvertement des opinions diverses et opposées, ils vivent cependant dans la concorde."

97. Début 2e paragraphe p 201

"Combien ne vaudrait-il pas mieux contenir la colère et la fureur du vulgaire que d'établir des lois dont les seuls violateurs possibles sont les amis des arts et de la vertu, et de réduire l'État à cette extrémité qu'il ne puisse supporter les hommes d'âme fière !"

98. 1er paragraphe p 202

"Qui sait en effet qu'il est, dans sa conduite, irréprochable, ne craint pas la mort comme un criminel et ne se sauve pas du supplice par des implorations..."

99. Dernier paragraphe p 207

"Ici comme au chapitre XVIII nous concluons donc que ce qu' exige avant tout la sécurité de l'État, c'est que la piété et la religion soient comprises dans le seul exercice de la charité et de l'équité, que le droit du souverain de régler toutes choses tant sacrées que profanes se rapporte aux actions seulement et que pour le reste il soit accordé à chacun de penser ce qu'il veut et de dire ce qu'il pense. "

100. Bas p 191

"Si donc personne ne peut renoncer à la liberté de juger et d'opiner comme il veut, et si chacun est maître de ses propres pensées par un droit supérieur de nature, on ne pourra jamais tenter dans un État, sans que la tentative ait le plus malheureux succès, de faire que les hommes, d'opinions diverses et opposées, ne disent cependant rien que d'après la prescription du souverain..."